



SECRETARIAT GENERAL

DECLARATION POLITIQUE N° 03-05/ENVOL/SG-PP/2020

« Sortons de la distraction, les congolais souffrent et meurent ! »

I. Le Comité national de l'ENVOL s'est réuni par vidéo-conférence en comité élargi aux Coordinations provinciales, les Samedi 23 mai et mardi 26 mai 2020, aux fins d'évaluer la situation politique du pays dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de la dégradation de la situation sécuritaire.

1. **L'ENVOL réitère ses encouragements à l'équipe de riposte conduite par le Docteur Jean-Jacques MUYEMBE**, dont il loue les efforts et ceux du personnel soignant, qui œuvrent inlassablement au chevet des malades nonobstant la précarité de leurs conditions de travail. **L'ENVOL en appelle à plus d'engagement du gouvernement dans un accompagnement significatif de ces efforts par une allocation conséquente des ressources nécessaires** à la motivation du personnel et à l'amélioration de leurs conditions de travail ;
2. **L'ENVOL en appelle aux autorités politiques à reprendre le leadership dans la conduite de la riposte notamment par une communication cohérente et exhaustive sur :**
 - *les mesures dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des malades ;*
 - *l'allocation des appuis financiers reçus et la coordination logistique des appuis divers des partenaires bi et multilatéraux, des particuliers ;*
 - *la politique gouvernementale de soutien aux groupes vulnérables les plus affectés aux plans socio-économique par des mesures restrictives liées à la riposte contre la COVID-19.*
3. **L'ENVOL se félicite de ce que l'initiative de l'Etat d'urgence, avec toutes les mesures de restriction qui l'entourent ait permis, à ce jour, de contenir la propagation de la pandémie en empêchant notamment son extension dans toutes les provinces du pays.** En dépit de l'évolution lente de l'épidémie à l'échelle du pays, 2198 cas officiellement enregistrés au 26 mai 2020, **l'ENVOL demande au gouvernement de demeurer prudent et à présenter un plan d'adaptation des mesures de l'état d'urgence fondé sur l'état d'évolution de la pandémie de COVID-19, en prenant un maximum de précautions au regard des modes de vie de nos populations.**

II. ENVOL tire la sonnette d'alarme, et appelle à la responsabilité des politiques et à la vigilance de la population de ne pas verser dans la distraction face à une situation générale délétère qui se dégrade et dévient progressivement nocive, au risque de conduire à une crise de plus grande envergure :

1. **Sur le plan sécuritaire :** l'ENVOL déplore la dégradation de la situation sécuritaire à l'échelle du pays marquée par :
 - *la résurgence des violences en Ituri* dans les territoires de Djugu, Mahagi et Mambasa ;
 - *la persistance de l'insécurité au Nord-Kivu* dans les territoires de Beni, Lubero, Rutshuru et Masisi, au Tanganyika dans le territoire de Nyunzu ;
 - *la recrudescence de l'insécurité urbaine dans plusieurs villes du pays : Lubumbashi et Goma ;*
 - *l'accroissement des menaces à l'indépendance nationale et à l'intégrité du territoire national particulièrement à nos frontières, l'incursion des armées étrangères (Rwanda, RCA, Sud-Sudan) sur le territoire national et l'occupation des pans du territoire national notamment par la Zambie dans le territoire de Moba groupement de Muliro dans les villages de Kibanga et de Kaluba.*
 - *la démultiplication des groupes armés qui gagnent en efficacité, défiant ouvertement l'autorité de l'Etat et son monopole d'exercice de la violence légitime. Dans le Kasai, l'ENVOL déplore à nouveau les recrutements des milices* pouvant y relancer l'insécurité ;

2. **Sur le plan social et économique :** l'ENVOL déplore *la dégradation du pouvoir d'achat de la population avec le dollar qui flirte avec les 2000 CDF au taux de change de 1950 CDF*, dans le contexte de la contraction économique projetée à - 2,2% du PIB par le FMI pour 2020, des déficits publics structurels entretenus par le budget 2020 volontairement surévalué par rapport au cadre macroéconomique prévisible, l'érosion des réserves de change en faveur des dépenses politiques et improductives, l'absence des mesures effectives d'accompagnement des populations vulnérables pendant cette période de crise de la COVID-19, la baisse des importations avec la rareté des certains produits de première nécessité, dont la flambée de prix est amplifiée par la spéculation. Ainsi, *l'ENVOL réitère son appel au gouvernement à une réduction drastique du train de vie de l'Etat en commençant par les Institutions : Présidence la République, Gouvernement et préconise des réformes structurelles conformément à sa vision pour l'avènement d'un Etat modeste mais efficace*. A cet égard, *l'ENVOL demande au gouvernement de présenter avant la clôture de la session un programme économique clair, cohérent réadapté au contexte, ainsi qu'un collectif budgétaire sous-tendu par un recadrage macroéconomique réaliste, qui tienne compte du contexte et s'inscrit dans un cadre budgétaire à moyen terme*. Le gouvernement devrait également rassurer sur le plan des mesures concrètes qui balisent le chemin critique pour la réussite du plan de référence en cours avec le FMI, en vue de la conclusion d'un programme formel.
3. **Sur le plan politique :** l'ENVOL constate qu'à deux semaines de la fin de la session de mars, les travaux parlementaires tirent à leur fin, dans le contexte de l'état d'urgence certes, mais **sans que les sujets politiques majeurs aient été abordés**. Il s'agit notamment de :
- *la relance du processus électoral par l'audition du rapport de la CENI et le renouvellement de ses animateurs ;*
 - *la réflexion et les indications claires sur la problématique du recensement dans la perspective des élections de 2023 ;*
 - *l'examen et l'adoption de la loi des finances rectificative pour 2020.*

L'ENVOL attire l'attention de tous les responsables et forces politiques et sociales que faute de ces mesures préventives, le pays court le risque d'une crise politique majeure à l'horizon.

III. Face à cette situation, *l'ENVOL engage toutes les forces politiques et sociales à s'investir dans une évaluation de la situation en vue d'élaborer un agenda prioritaire des mesures structurelles à mettre en oeuvre* pour préserver un minimum de cohésion au plan politique et adapter l'organisation politique, économique et sociale de notre pays dans la période post-COVID19. *135 ans après la création de l'Etat congolais et à 60 ans de l'indépendance, cet exercice exigeant de responsabilité s'impose et va au-delà des clivages politiques.*

IV. S'agissant enfin d'un texte mal rédigé non autrement désigné sous forme de tribune, attribué à l'Honorable Delly SESANGA, son Président, l'ENVOL fait savoir que Delly SESANGA n'est pas l'auteur de ce texte ordurier tissé d'insultes et d'approximations juridiques, élaboré pour nuire à sa personne et à l'ENVOL par des individus en mal d'inspiration, de sensation et en quête de positionnement. A cet effet, l'ENVOL ainsi que l'Honorable Delly SESANGA vous informent qu'une plainte contre « X » va être déposée afin que les auteurs de ce texte répondent de leur acte lâche et irresponsable devant la justice.

Fait à Kinshasa, le 26 mai 2020

POUR LE COMITE NATIONAL

Me Nicholas LENGA

Porte parole de l'ENVOL

